

Les élus vauclusiens se mobilisent contre la fermeture du bloc opératoire de l'hôpital d'Apt



Au début du mois de juin, la directrice du <u>centre hospitalier du Pays d'Apt</u>, <u>Danielle Fregosi</u>, a annoncé la fermeture du service de chirurgie de l'hôpital au 31 décembre 2025. Une décision qui a soulevé de grosses inquiétudes auprès des habitants du territoire, mais aussi des élus du département, notamment la présidente du Conseil départemental, Dominique Santoni, qui a été reçue par le ministre de la Santé ce jeudi 24 juillet.

« C'est avec surprise et une grande inquiétude que la Ville d'Apt a pris connaissance de l'annonce de fermeture du service de chirurgie », avait annoncé la municipalité. Véronique Arnaud-Deloy, maire de la



ville, avait dit être « très confuse » face à cette annonce émise par la direction de l'hôpital et par la délégation départementale de l'Agence régionale de Santé (ARS) étant donné que l'ARS PACA avait délivré dans le même temps un renouvellement de l'autorisation d'activité chirurgicale pour une durée de 7 ans.

Depuis l'annonce, de nombreuses manifestations citoyennes ont eu lieu dans la ville et devant l'hôpital. Un page Facebook 'Apt•es à faire bloc' a même été créée pour informer et mobiliser les habitants. Les élus du territoire du Pays d'Apt, et plus largement du Vaucluse, ont eux aussi fait part de leurs inquiétudes.

Les élus se mobilisent

Début juillet, <u>Catherine Rimbert</u>, députée (RN) de la 5e circonscription de Vaucluse a interpellé le ministre de la Santé, Yannick Neuder, dans un communiqué de presse. « Cette fermeture n'est en réalité qu'un pas de plus vers le démantèlement progressif de l'offre de soins publics en zone rurale, déplore-telle. Elle entraînerait des conséquences dramatiques pour les patients : allongement des délais de prise en charge, déplacements contraints vers Cavaillon, Avignon ou Manosque, et un affaiblissement général de l'attractivité du territoire pour les professionnels de santé. »

L'association des maires de Vaucluse a aussi affirmé son soutien aux élus du Pays d'Apt et a exprimé son inquiétude face aux conséquences que pourrait engendrer cette fermeture dans un territoire rural marqué par un vieillissement de sa population. « Consciente des enjeux nationaux liés à la réorganisation de l'offre hospitalière, l'AMV84 appelle à un réexamen attentif de cette décision, en tenant compte des réalités spécifiques du territoire, et invite à une concertation approfondie avec les élus locaux. » L'association a, par ailleurs, adressé un courrier au directeur de la délégation départementale de l'ARS, Loïc Souriau, faisant part de ses préoccupations face à cette annonce de fermeture.

« Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé »

Dominique Santoni

Ce jeudi 24 juillet, <u>Dominique Santoni</u>, présidente du Département, mais aussi habitante d'Apt et maire de la ville de 2015 à 2021, s'est rendue à Paris pour rencontrer Yannick Neuder afin de défendre les intérêts du centre hospitalier du Pays d'Apt. « Entre les déficits de l'État et ceux de l'hôpital, l'avenir de notre établissement est fragile, a-t-elle affirmé. Pourtant Apt a besoin d'un hôpital en bonne santé, avec des finances stabilisées, une gouvernance claire et un avenir pérenne, au service de toute notre population. » Si cette rencontre n'a abouti à aucune solution arrêtée, des pistes concrètes ont été formulées afin de préserver l'offre de soins sur le territoire. « Nous avons abordé les difficultés financières de l'établissement (plus de 13M€ de déficit) et la nécessité d'un accompagnement fort de l'État pour pérenniser le fonctionnement des services de l'hôpital sur le long terme et des urgences en



particulier, a déclaré la présidente du Département. En retour, j'ai réaffirmé l'engagement des collectivités locales, et en premier lieu du Département, pour accompagner le redressement et la redynamisation de l'hôpital. »



© Centre hospitalier du Pays d'Apt

La ville d'Apt retire une plaque portant le nom 'Abbé Pierre'

10 décembre 2025 |



Ecrit par le 10 décembre 2025



Les services techniques de la commune d'Apt viennent de retirer une plaque portant le nom 'Abbé Pierre'. Située sur l'un des ronds-points marquant l'entrée de la ville, cette plaque décorative avait été déposée de façon non officielle il y a plusieurs années. Elle a été retirée à la demande du maire, Véronique Arnaud Deloy, suite aux scandales liés aux révélations de violences sexuelles qu'aurait commis l'homme d'église (Henri Grouès de son vrai nom) décédé en 2007.

« Le retrait de cette plaque décorative lève toute confusion et rappelle qu'aucune démarche officielle n'a jamais été entreprise par le conseil municipal pour baptiser d'un nom particulier ce rond-point situé au croisement de la D900, de la D943 et du chemin des abattoirs », insiste la Ville d'Apt.







Crédit : Ville d'Apt

L.G.